

qui a dit ce qu'il pensait de la margarine au front.

J'ai appris avec étonnement qu'on lui donnait de la margarine au front, parce que notre meilleur beurre était réquisitionné et envoyé à l'étranger pour donner à nos soldats, dans les tranchées, un bon aliment frais. Qu'était-il besoin, alors de margarine? L'honorable député de Red-Deer (M. Clark) nous a parlé d'un certain coin du pays où l'on donnait à quelqu'un du savon à manger. Pour ma part, je mangerais plutôt du bon savon propre que de la margarine.

Maintenant, il s'agit surtout de savoir pourquoi les laïtiers et les cultivateurs du pays seraient-ils placés dans une situation désavantageuse? Que voyons-nous à nos expositions? Prenons celle d'Ottawa qui a été tenue il y a un mois. On y a vu une grande exhibition d'aliments purs. Y avait-il de la margarine parmi les produits? Pas du tout. Elle n'aurait pas été admise pour la bonne raison qu'elle est impropre à la consommation. Je ne crois pas qu'il soit de l'intérêt d'aucune partie du pays de montrer de l'injustice à l'égard des cultivateurs. Si vous imposez des restrictions à l'industrie laitière vous causerez un tort immense au pays. Des millions de dollars ont été dépensés pour le bétail pur sang et des millions ont été dépensés également pour les bâtiments devant abriter ce bétail, bâtiments qui font honneur au pays. Une somme considérable a été employée pour l'inspection de notre beurre et de notre lait afin de maintenir ces produits à un niveau élevé. Si nous permettons à cet article falsifié de ruiner le véritable produit, nous commettons une grave erreur et ferons beaucoup de tort aux cultivateurs. Anciennement, 70 pour 100 de la population étaient occupés à l'agriculture, tandis qu'aujourd'hui les cultivateurs ne sont, je crois, que de 30 pour 100. Il est de la plus grande importance que cette proportion n'aille pas en diminuant.

Il faut donner à l'agriculture tous l'encouragement possible, car cette industrie est la plus importante du pays et partout où l'agriculture n'est pas prospère, les autres industries languissent. Si l'on veut constater la richesse d'un pays, il faut étudier l'état de ses industries. L'agriculture est la plus importante de nos industries et nous ne devons rien épargner pour l'encourager. Je regrette d'avoir parlé si longtemps, mais mon excuse est qu'il s'est dit beaucoup de choses étrangères et qu'on a invoqué beau-

coup d'arguments faux en faveur d'un produit falsifié, fabriqué en grande partie aux Etats-Unis. Nous ne devons pas dépenser notre argent pour acheter un produit déléteré. Je ne crois pas qu'un père ou une mère voudrait donner de la margarine à son enfant. Les aliments de l'enfance doivent être purs et un enfant nourri à la margarine ou un produit artificiel n'aura jamais une santé robuste. Donnons à nos enfants du beurre pur. J'ai entendu des députés parler de prix raisonnables; permettez-moi de dire que de tous les articles aujourd'hui sur le marché, le beurre est probablement celui dont les prix sont le plus raisonnables. En terminant, permettez-moi de poser cette question à mes collègues: Si les consommateurs n'ont pas les moyens d'acheter du beurre aux prix actuels, ne vaudrait-il pas mieux s'en passer pendant quelque temps, que d'employer son argent à acheter un produit déléteré?

M. BOYER (texte): Il y a deux ans, j'avais l'occasion de présenter devant cette Chambre une requête signée par 29,000 cultivateurs de la province de Québec, protestant contre l'introduction, la vente et la fabrication de l'oléomargarine dans le pays. A cette époque, on représenta en Chambre que l'introduction de l'oléomargarine ne devait être que temporaire, pour nous aider à passer les temps difficiles de la guerre. Des associations de cultivateurs de l'Ontario et du Québec consentirent alors à retirer leurs protestations, étant donné les circonstances et la promesse qui leur était faite: Cette mesure ne devait être en vigueur qu'une année. Or, la période fixée est expirée, et loin de vouloir accomplir la promesse faite alors, le Gouvernement veut aujourd'hui étendre encore ce délai.

Je ne partage pas l'opinion de mon honorable ami le député de Red-Deer (M. Clark), quand, tout à l'heure, il semblait vouloir accuser la classe agricole d'égoïsme.

Pourquoi, ces années dernières, le gouvernement fédéral aussi bien que les gouvernements provinciaux, ont-ils tant demandé aux cultivateurs de faire de la surproduction, d'agrandir leur terrain en culture, d'augmenter leurs troupeaux ainsi que toutes les autres exploitations de la ferme afin d'avoir un plus grand rendement? Pour aider aux populations d'Europe. Les cultivateurs de ce pays ont répondu à cet appel fait en haut lieu et partout on a vu l'agriculture donner un rendement incroyable, au cours des années dernières. La prétention des cultivateurs, aujourd'hui, est bien justifiable: "Vous nous avez demandé de faire progresser l'industrie laitière, vous